SITUATION SÉCURITAIRE

Pourquoi Daesh n'a pas pu s'implanter en Algérie

C'est une guerre sans merci qu'allaient endurer les groupes terroristes au nord du pays, avec comme premier coup de semonce celui qui allait permettre de mettre hors d'état de nuire Abdelmalek Gouri, le chef proclamé de Jund Al-Khilafa, trois mois après l'apparition de la branche algérienne affiliée à Daesh.

Photo : NewPress

Le Palais des Nations à Alger lors de la tenue d'un atelier international sur la lutte antiterroriste.

A l'heure où, à travers le monde, la menace terroriste atteint des proportions sans doute rarement, pour ne pas dire jamais, égalées, tel que l'illustrent les informations quasi-cycliques qui viennent enrichir la chronique sécuritaire, en France par exemple, sans parler de ce qui se passe dans les territoires où l'Etat islamique s'est incrusté, la guerre contre le terrorisme se poursuit chez nous, faisant fi du silence «sidéral» auquel nous avons été en quelque sorte condamnés depuis les années de feu.

A contrario, l'avis de l'Algérie sur la question de la lutte antiterroriste est recherché, et son expertise dans le domaine est louée à tout-va dans les rassemblements internationaux, comme cela a été le cas la semaine dernière lors de la rencontre d'Alger dédiée à un débat traitant du thème «terrorisme et extrémisme, une menace planétaire» ou encore dans les réflexions émanant notamment de la première superpuissance mondiale quand il s'agit de disserter sur le combat à mener contre le terrorisme, comme l'illustrent les louanges adressées à l'Algérie par le Département d'Etat US, notamment dans son dernier rapport sur le terrorisme mondial, présenté au début du mois de juin dernier.

Le mot de notre pays et son expérience se sont imposés jusqu'à devenir quasi-incontournables surtout depuis qu'ont explosé à la face du monde les retombées des conflits en Irak d'abord, en Syrie ensuite. Le lit d'où est sorti l'EI, l'Etat islamique en Irak et au Levant, ou encore Daesh. Ce dont, chez nous, on n'en a pas eu cure comme le démontre la lutte imposée aux rebuts des héritiers des GIA et GSPC de triste mémoire, puis dès qu'est apparu sur la scène sécuritaire nationale le tout premier groupuscule ayant offert son allégeance à l'Etat islamique, il y a exactement deux années de cela suite à l'enlèvement puis l'assassinat en Haute Kabylie du guide de montagne français Hervé Gourdel. Ce fut, en fait, un évènement majeur dans la tournure qu'allait prendre la lutte antiterroriste en Algérie. Depuis, en effet, c'est une guerre sans merci qu'allaient endurer les groupes terroristes au nord du pays, avec comme premier coup de semonce celui qui allait permettre de mettre hors d'état de nuire Abdelmalek Gouri, le chef proclamé de Jund Al-Khilafa trois mois après l'apparition de la branche algérienne affiliée à Daesh. Les mois qui suivaient jusqu'à la fin de l'année 2015 allaient donner lieu à «des résultats sans précédent», comme le qualifiait le ministère de la Défense nationale dans son communiqué en guise de bilan de l'année 2015, avec l'élimination de 157 terroristes dont une dizaine d'«émirs».

Invisible peut-être, mais c'est une véritable guerre sans merci qui a été déclenchée depuis la proclamation de la naissance de Jund Al-Khilafa. Sous la férule du Service de coordination opérationnelle et de renseignement antiterroriste (Scorat), avant le passage de ce dernier sous la tutelle de la Direction de la sécurité de l'armée (DCSA), c'est une inlassable traque qui a lieu, et ce, malgré les incertitudes nées des bouleversements survenus chez nos voisins à l'Est et dans le Sahel, notamment depuis le début de l'année en cours qui a vu l'ANP porter des coups retentissants aux groupes terroristes.

Des opérations qui montraient toute l'étendue de la domination des troupes de l'ANP pour donner lieu à un été 2016 comme jamais depuis longtemps on en a vécu, les mouvements des groupes encore en activité se faisant extrêmement rares. Ceci, depuis ces fameuses sorties de l'ANP du premier trimestre de cette année, lorsqu'en mars dernier, par exemple, tout juste après que Daesh eut tenté de faire de la localité de Ben Guerdane, au sud-est de la Tunisie, une enclave sous son autorité, les militaires de l'ANP ont, ainsi, déjoué une tentative d'incursion à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de la ville d'El-Oued.

Trois terroristes avaient été neutralisés et, surtout, un arsenal impressionnant, arsenal récupéré, constitué entre autres de 6 Stinger, systèmes de missiles anti-aériens, une vingtaine de kalachnikovs, des lance-roquettes RPG-7, des fusils mitrailleurs RPK, des fusils à lunettes, des pistolets automatiques, des roquettes pour RPG-7, des grenades et des ceintures explosives. Depuis, et jusqu'à l'orée de ce finissant et tranquille été, c'est près d'une centaine de terroristes qui a été éliminée.

Le défi du moment est de savoir comment l'ANP opérera pour s'adapter à la nouvelle donne induite par la pression qu'est en train de subir Daesh en Syrie et dans la voisine Libye. Cette donne qui fait que l'on doit s'attendre au retour à la maison de ces Algériens tombés sous le «charme» des appels de l'Etat islamique et dont le nombre atteignait presque les 200 jusqu'au mois de septembre de l'année dernière, selon des statistiques fournies par l'institut américain The Soufan Group (TSG), spécialisé dans le renseignement, dans un rapport sur les effectifs de la légion étrangère de l'Etat islamique en Irak et au Levant.

Un scénario déjà vécu lorsque, au début des années 1990 de triste mémoire, des contingents d'Algériens revenaient d'Afghanistan où ils avaient servi sous les ordres, entre autres, d'Oussama Ben Laden avant de s'en aller étoffer les rangs des djihadistes ayant pris les armes à l'appel de l'ex-FIS pour mettre l'Algérie à feu et à sang…

M. Azedine

RETROUVÉ DANS UN ÉTAT COMATEUX APRÈS SON ENLÈVEMENT

L'enfant Jugurtha H. hors de danger

Agé de sept ans, Jugurtha H. a été enlevé à Taboukert, son village de résidence dans la commune de Tizi-Rached, sis sur l'ex-tracé de la RN12, à une dizaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, dans la journée du jeudi 8 septembre, selon ses parents maternels qui précisent que la disparition de l'enfant a eu lieu entre 12h30 et 13h, alors qu'il se dirigeait vers l'école.

Sitôt informés, les villageois se sont mis à la recherche de l'enfant. C'est un berger qui a donné l'alerte lorsqu'il a entendu des gémissements venant d'un buisson, en contrebas du village.

C'est à cet endroit que le jeune garçon sera découvert presque inanimé et ensanglanté. Des coups lui ont été assénés à la tête, à l'aide d'une planche cloutée, selon les témoignages des proches de l'enfant. Celle-ci (la planche), tachée de sang, a été récupérée par les enquêteurs de la brigade de la Gendarmerie nationale d'Irdjène qui se sont immédiatement rendus sur les lieux du crime.

L'enquête qui est ouverte se poursuit toujours pour l'identification et l'arrestation du ou des auteurs de ce double crime.

Il existe plusieurs témoins, dont le petit Jugurtha qui est sorti, dans le courant de la journée du 12 septembre, du coma où il était plongé depuis son admission au service des urgences du CHU de Tizi-Ouzou, dans la journée de jeudi dernier.

Photo : DR

Le kidnapping des enfants, une réalité inquiétante.

Les proches de l'enfant lancent un appel aux autorités sécuritaires et judiciaires afin d'élucider, au plus vite, les tenants et les aboutissants de cette affaire et de procéder à l'identification et à l'arrestation de l'auteur de ces actes criminels et de ses probables complices.

S. A. M.

84 Marocains interpellés par l'ANP

En parallèle à ses missions entrant dans le cadre de la lutte antiterroriste, l'ANP poursuit ses opérations aux frontières qui l'ont vue intercepter, vendredi dernier à Touggourt, deux trafiquants de drogue qui convoyaient plus de cinq quintaux de kif traité.

Selon un communiqué du MDN mis en ligne hier, des gardes-frontières relevant du secteur opérationnel de Tlemcen ont appréhendé 84 immigrants clandestins de nationalité marocaine et saisi près de 2 000 litres de carburant destiné à la contrebande.

A. M.